

[Text]

**The Joint Chairman (Mr. MacGuigan):** Thank you very much Mr. Penner. The Committee is very pleased to have an ordinary Canadian, as you have called yourself, coming forward to speak to us.

There was someone else, I believe, or several others who wish to speak.

• 2055

**Mr. Geoffrey Coles (P.O. Box 985, Yellowknife):** I just want to stand here and say that Bob MacQuarrie, who spoke earlier, is a good friend and colleague of mine, a fellow teacher. I support his policy absolutely of unilingualism and not bilingualism for this country. I do not wish to get into a deeper discussion on that right now.

I want to sit down very quickly, I want to be very brief. I would like to draw the attention of the people here tonight and to the Committee in particular that I feel—and you may feel that this is a strong word—that a fraud is being committed by this government upon the people by a simple device and I would like to indicate the nature of this device.

The meeting was called so that Canadian citizens could come here and make recommendations regarding changes in the constitution, changes regarding the monarchy, changes regarding the status of the two nations, changes of this and that kind. But the Canadian citizens were not warned or tipped off that they might come and recommend no changes at all. In my view the advertisement placed in the newspapers should have given Canadian citizens the opportunity to recommend that no changes at all be made to the constitution.

What has happened is this. The government after it has received all these recommendations can now say that the Canadian people want changes in the constitution, changes actually that they basically do not need. Consequently the very nature of this Committee is invalidated to a certain extent because it is not giving people the opportunity to say we do not want any changes in the constitution. Thank you very much.

**The Joint Chairman (Mr. MacGuigan):** Thank you Mr. Coles. I do not think it is quite fair to say that this Committee does not allow people to express the opinions that you have just expressed. First of all, we have heard them from you. There are a number of people across the country who have expressed similar views. I hope our advertisement does not suggest that the views of those who are opposed to change will not be equally heard.

We, of course, did not establish the climate of change. This was done by the governments of Canada, the federal and provincial governments, which decided in 1968 to embark on a series of constitutional conferences aimed at some changes in the constitution. It is within that context that we were appointed to consider proposals for change

[Interpretation]

Par exemple, j'ai récemment écouté une déclaration faite par un haut fonctionnaire qui parlait des problèmes de son ministère. Le public paie ce haut fonctionnaire pour qu'il dirige le ministère et les problèmes dont il parlait n'avaient pas trait à son ministère propre. Sur la question des constitutions, il nous faut être plus forts. Lorsque le personnel des ministères désire en tant qu'individus s'occuper du progrès social, des besoins de la population et ce genre de chose, ils doivent le faire en tant qu'individus et ne pas se présenter devant les Canadiens en disant qu'il s'agit là de leur problème.

Je vous remercie.

**Le coprésident (M. MacGuigan):** Je vous remercie beaucoup, monsieur Penner. Le Comité est très heureux d'accueillir un Canadien ordinaire comme vous vous appelez vous-même.

Il y avait quelqu'un d'autre, je crois, ou plusieurs autres personnes qui désiraient prendre la parole.

**M. Geoffrey Coles (B.P. 985, Yellowknife):** Je désire simplement vous dire que Bob MacQuarrie, qui vous a parlé précédemment est un bon ami et un de mes collègues, un enseignant comme moi. Je supporte entièrement sa politique de l'unilinguisme pour ce pays, et non pas de bilinguisme. Je ne veux pas entrer dans de plus amples discussions maintenant.

Je voudrais me rasseoir bientôt et je serai bref. Je voudrais porter à l'attention des gens qui sont ici ce soir, et du Comité en particulier, que je considère qu'il y a fraude, vous pensez peut-être que le mot est trop fort, de la part de ce gouvernement envers les gens à cause de la nature du moyen employé.

Cette séance a été prévue afin que les citoyens canadiens puissent venir présenter des recommandations concernant des changements à la Constitution, des changements concernant la monarchie, le statut de deux nations, des changements pour une raison ou pour une autre. Mais on n'a pas dit aux citoyens canadiens qu'ils pouvaient venir recommander qu'il n'y ait aucun changement d'apporté. A mon avis, la publicité faite dans les journaux aurait dû donner aux citoyens canadiens l'occasion de recommander qu'il n'y ait pas de changement apporté à la Constitution.

Voici ce qui est arrivé. Le gouvernement, après qu'il aura reçu toutes ces recommandations peut dire que les Canadiens veulent des changements à la Constitution, des changements dont ils n'ont pas besoin fondamentalement. En conséquence, la nature même de ce Comité est invalidée jusqu'à un certain point parce qu'il ne donne pas aux gens l'occasion de dire qu'ils ne veulent pas de changement à la Constitution. Je vous remercie beaucoup.

**Le coprésident (M. MacGuigan):** Je vous remercie, monsieur Coles. Je ne crois pas que c'est très juste de dire que le Comité ne permet pas aux gens d'exprimer leurs opinions que vous venez de faire mention. Tout d'abord, nous les avons entendues de votre part. Il y a un certain nombre de personnes au pays qui ont exprimé les mêmes vues. J'espère que nos annonces ne donnent pas l'impression que les opinions de ceux qui sont opposés aux changements ne seront pas entendus de la même façon.

Évidemment, nous n'avons pas créé ce climat de changement. Les gouvernements du Canada, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux l'ont fait lorsqu'ils ont décidé en 1968 de commencer une série de conférences constitutionnelles axées sur des changements à la